 *United Nations Development Programme*

**INVITATION A SOUMISSIONNER**

**Recrutement d’un prestataire pour assurer les fonctions du** **Secrétariat Exécutif du Groupe Exécutif de Coopération des Partenaires Techniques et Financiers (SEG-PTF)**

RFP No.: RFP SEG-PTF JUILLET 2022

Pays MALI

Publié le : 22 July 2022

**Recrutement d’un prestataire pour assurer les fonctions**

Sommaire

[Section 1. Lettre d’Invitation 4](#_Toc524449158)

[Section 2. Instruction aux soumissionnaires 5](#_Toc524449159)

[A. DISPOSITIONS GENERALES 5](#_Toc524449160)

[1. Introduction 5](#_Toc524449161)

[2. Fraude et Corruption, Cadeaux et Hospitalité 5](#_Toc524449162)

[3. Eligibilité 5](#_Toc524449163)

[4. Conflit d’Intérêts 6](#_Toc524449164)

[B. Invitation à soumissionner (RFP) 6](#_Toc524449165)

[5. Considerations Générales 6](#_Toc524449166)

[6. Coût de préparation de la proposition 6](#_Toc524449167)

[7. Langues 6](#_Toc524449168)

[8. Documents à considérer dans la soumission 7](#_Toc524449169)

[9. Documents établissant l’éligibilité et la qualification des soumissionnaires 7](#_Toc524449170)

[10. Format et contenu de la proposition technique 7](#_Toc524449171)

[11. Proposition Financière 7](#_Toc524449172)

[12. Garantie de soumission 7](#_Toc524449173)

[13. Devises 7](#_Toc524449174)

[14. Joint Venture, Consortium or Association 8](#_Toc524449175)

[15. Proposition Unique 8](#_Toc524449176)

[16. Période de Validité de la Proposition 9](#_Toc524449177)

[17. Extension de la Période de Validité de la Proposition 9](#_Toc524449178)

[18. Clarification des propositions 9](#_Toc524449179)

[19. Modification des Propositions 9](#_Toc524449180)

[20. Proposition Alternative 9](#_Toc524449181)

[21. Conférence préparatoire 10](#_Toc524449182)

[C. SOUMISSION ET OUVERTURE DES PROPOSITIONS 10](#_Toc524449183)

[22. Soumission 10](#_Toc524449184)

[23. Date limite pour la soumission des propositions et propositions tardives 11](#_Toc524449185)

[24. Retrait, substitution et modification des propositions 11](#_Toc524449186)

[25. Ouverture des propositions 12](#_Toc524449187)

[D. Evaluation des propositions 12](#_Toc524449188)

[26. Confidentialité 12](#_Toc524449189)

[27. Evaluation des propositions 12](#_Toc524449190)

[28. Examen préliminaire 12](#_Toc524449191)

[29. Évaluation de l'éligibilité et de la qualification 12](#_Toc524449192)

[30. Evaluation des propositions techniques et financières 13](#_Toc524449193)

[31. Vérifications nécessaires 13](#_Toc524449194)

[32. Clarification des propositions 14](#_Toc524449195)

[33. Réactivité de la proposition 14](#_Toc524449196)

[34. Non-conformités, erreurs et omissions réparables 14](#_Toc524449197)

[E. Adjudication du contrat 15](#_Toc524449198)

[35. Droit d'accepter, rejeter, une ou toute proposition 15](#_Toc524449199)

[36. Critères d'attribution 15](#_Toc524449200)

[37. Debriefing 15](#_Toc524449201)

[38. Droit de modifier les exigences au moment de l'adjudication 15](#_Toc524449202)

[39. Signature du contrat 15](#_Toc524449203)

[40. Type de contrat et conditions générales 15](#_Toc524449204)

[41. Garantie de performance 15](#_Toc524449205)

[42. Garantie bancaire pour les avances 15](#_Toc524449206)

[43. Dommages et intérêts 16](#_Toc524449207)

[44. Dispositions relatives au paiement 16](#_Toc524449208)

[45. Plainte des fournisseurs 16](#_Toc524449209)

[46. Autres dispositions 16](#_Toc524449210)

[Section 3. Fiche Technique 17](#_Toc524449211)

[Section 4. Critère d’évaluation 20](#_Toc524449212)

[Section 5. Termes de Référence 24](#_Toc524449213)

[Section 6 : Formulaires de soumission / Liste de contrôle 32](#_Toc524449214)

[**Form A :** Formulaire de soumission de la proposition technique 33](#_Toc524449215)

[**Form B :** Formulaire d’information du soumissionnaire 35](#_Toc524449216)

[**Form C :** Formulaire d’information pour les Joint-Venture/Consortium/ Association 37](#_Toc524449217)

[**Form D :** Formulaire de qualification 38](#_Toc524449218)

[**Form E :** Formulaire de la proposition technique 40](#_Toc524449219)

[**Form F :** Formulaire de soumission de proposition financière 46](#_Toc524449220)

[**Form G :** Formulaire de proposition financière 1](#_Toc524449221)

[**Form H:** Formulaire de garantie de soumission 3](#_Toc524449222)

# Section 1. Lettre d’Invitation

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vous invite par la présente à déposer une soumission dans le cadre de la présente invitation à soumissionner (RFP) relative à l’objet sus-référencé.

Cette invitation à soumissionner inclut les documents suivants ainsi que les conditions générales relatives aux contrats insérés dans la Fiche Technique (FT) :

Section 1: Lettre d’Invitation

Section 2: Instruction aux soumissionnaires

Section 3: Fiche technique (FT)

Section 4: Critères d’évaluation

Section 5: Termes of Reference

Section 6: Formulaire de soumission à renvoyer

* Form A: Formulaire de soumission technique
* Form B: Formulaire d’informations sur le soumissionnaire
* Form C: Formulaire d’informations pour les Joint Venture/Consortium/Association
* Form D: Formulaire de qualification
* Form E: Format de proposition technique
* Form F: Formulaire de soumission financière
* Form G: Format de proposition financière
* Form H: Formulaire de Garantie de Soumission

Si vous êtes intéressé à soumettre une proposition en réponse à cet RFP, veuillez préparer votre proposition conformément aux exigences et à la procédure énoncées dans le présent document et la soumettre avant la date limite pour la soumission des propositions figurant dans la fiche technique.

Veuillez accuser réception du présent RFP en envoyant un courriel à [mali.procurement@undp.org](mailto:mali.procurement@undp.org) en indiquant si vous avez l'intention de soumettre une proposition. Vous pouvez également utiliser la fonction "Accept Invitation" du système eTendering, le cas échéant. Cela vous permettra de recevoir des modifications ou des mises à jour du présent RFP. Si vous avez besoin de plus de précisions, veuillez communiquer avec la ou les personnes-ressources identifiées dans la fiche de données de soumission ci-jointe comme point de contact pour toute question sur ce RFP.

Le PNUD attend votre proposition avec impatience et vous remercie d'avance de votre intérêt pour les opportunités d'achat du PNUD.

Préparé par : Approuvé par :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |
| --- | --- |
| Name: Aissata Doucoure  Titre: Procurement Associate  Date: July 22, 2022 | Name: Yacouba Traore  Titre: RRA/Operations  Date: July 22, 2022 |

# Section 2. Instruction aux soumissionnaires

|  |  |
| --- | --- |
| DISPOSITIONS GENERALES | |
| Introduction | * 1. Les soumissionnaires doivent respecter toutes les exigences de la présente RFP, y compris les modifications écrites du PNUD. Cette RFP est menée conformément aux Politiques et Procédures du Programme et des Opérations du PNUD (POPP) sur les Contrats et les Acquisitions qui peuvent être consultées à l'adresse suivante :   <https://popp.undp.org/SitePages/POPPBSUnit.aspx?TermID=254a9f96-b883-476a-8ef8-e81f93a2b38d>   * 1. Toute proposition soumise sera considérée comme une offre du soumissionnaire et ne constitue ni n'implique l'acceptation de la proposition par le PNUD. Le PNUD n'est pas tenu d'attribuer un contrat à un soumissionnaire à la suite de cette RFP.   2. Dans le cadre de la soumission, il est souhaitable que le soumissionnaire s'inscrive sur le site Web du Marché mondial des Nations Unies (UNGM) (www.ungm.org). Le soumissionnaire peut toujours soumettre une offre même s'il n'est pas enregistré auprès de l'UNGM. Cependant, si le soumissionnaire est sélectionné pour l'attribution du contrat, le soumissionnaire doit s'inscrire à l'UNGM avant la signature du contrat. |
| Fraude et Corruption, Cadeaux et Hospitalité | * 1. Le PNUD applique strictement une politique de tolérance zéro sur les pratiques proscrites, y compris la fraude, la corruption, la collusion, les pratiques contraires à l'éthique, et contraint les soumissionnaires à respecter les normes d'éthique les plus strictes. La politique anti-fraude du PNUD peut être consultée sur   <http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/accountability/audit/office_of_audit_andinvestigation.html#anti>   * 1. Les soumissionnaires / vendeurs n'offriront aucun cadeau ou hospitalité aux membres du personnel du PNUD, y compris les voyages récréatifs à des événements sportifs ou culturels, les parcs à thème ou les offres de vacances, le transport ou les invitations aux déjeuners ou dîners extravagants.   2. En application de cette politique, le PNUD :   (a) rejettera une proposition s’il détermine que le soumissionnaire sélectionné s'est livré à des pratiques frauduleuses durant la compétition pour le contrat en question ;  (b) déclarera un fournisseur inéligible, indéfiniment ou pour une période déterminée, à l'attribution d'un contrat si, à tout moment, il détermine que le vendeur s'est livré à des pratiques frauduleuses durant la compétition ou en exécutant un Contrat du PNUD.   * 1. Tous les soumissionnaires doivent se conformer au Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, qui peut être trouvé à l’adresse suivante :   <http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf> |
| Eligibilité | * 1. Un fournisseur ne devrait pas être suspendu, exclu ou autrement identifié comme inéligible par une organisation des Nations Unies ou le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale. Les fournisseurs sont donc tenus de divulguer au PNUD s'ils sont soumis à une sanction ou à une suspension temporaire imposée par ces organisations.   2. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que ses employés, coentrepreneurs, sous-traitants, fournisseurs de services, fournisseurs et / ou employés respectent les critères d'admissibilité établis par le PNUD. |
| Conflit d’Intérêts | * 1. Les soumissionnaires doivent strictement éviter les conflits avec d'autres affectations ou leurs propres intérêts, et agir sans considération pour les travaux futurs. Les soumissionnaires ayant un conflit d'intérêts seront disqualifiés. Sans limitation quant à la généralité de ce qui précède, les soumissionnaires et l'un ou l'autre de leurs affiliés seront considérés comme ayant un conflit d'intérêts avec une ou plusieurs parties dans ce processus de sollicitation, s’ils :   2. Sont ou ont été associés par le passé à une entreprise ou à l'une de ses filiales qui a été engagée par le PNUD pour fournir des services pour la conception, les spécifications, les termes de référence, l'analyse / estimation des coûts et d'autres documents destinés à être utilisé pour l'acquisition des biens et services dans le cadre de ce processus de sélection ;   3. Ont participé à la préparation et / ou à la conception du programme / projet lié aux services demandés dans le cadre du présent RFP ; ou   4. Sont jugés en conflit pour toute autre raison, telle qu'établie par le PNUD ou à la discrétion du PNUD. En cas d'incertitude quant à l'interprétation d'un conflit d'intérêts potentiel, les soumissionnaires doivent divulguer au PNUD et demander au PNUD de confirmer s'il existe ou non un tel conflit.   5. De même, les soumissionnaires doivent divulguer dans leur proposition leur connaissance des éléments suivants :   a) Si les propriétaires, copropriétaires, dirigeants, directeurs, actionnaires contrôlants, de l'entité soumissionnaire ou du personnel clé sont des membres de la famille du personnel du PNUD impliqués dans les fonctions d'approvisionnement et / ou le gouvernement du pays ou un partenaire bénéficiaire de cet RFP ; et  b) Toutes les autres circonstances pouvant mener à des conflits d'intérêts réels ou perçus, à des pratiques de collusion ou à des pratiques de concurrence déloyale.  La non divulgation d’une telle information peut entraîner le rejet de la proposition ou des propositions affectées par cette dernière.   * 1. L'éligibilité des soumissionnaires appartenant en totalité ou en partie au gouvernement sera subordonnée à l'évaluation et à l'examen approfondis par le PNUD de divers facteurs tels que l'enregistrement, l'exploitation et la gestion en tant qu'entreprise indépendante, l'étendue de la propriété / les subventions, le mandat et l'accès potentiel à l'information dans le cadre de cet RFP entre autres. Les conditions qui peuvent entraîner un avantage indu contre d'autres soumissionnaires peuvent entraîner le rejet éventuel de la proposition. |
| Invitation à soumissionner (RFP) | |
| Considerations Générales | * 1. Lors de la préparation de la proposition, le soumissionnaire doit examiner la demande de propositions en détail. Les lacunes importantes dans la fourniture de l'information demandée dans le RFP peuvent entraîner le rejet de la proposition.   2. Le soumissionnaire ne sera pas autorisé à profiter des erreurs ou des omissions dans le RFP. Si de telles erreurs ou omissions sont découvertes, le soumissionnaire doit informer le PNUD. |
| Coût de préparation de la proposition | * 1. Le soumissionnaire assumera tous les coûts liés à la préparation et / ou à la soumission de la proposition, que sa proposition ait été sélectionnée ou non. Le PNUD ne sera pas responsable de ces coûts, quelle que soit la conduite ou le résultat du processus d'achat. |
| Langues | * 1. La proposition, ainsi que toute correspondance échangée entre le soumissionnaire et le PNUD, doit être rédigée dans la (les) langue (s) spécifiée (s) dans la FT. |
| Documents à considérer dans la soumission | * 1. La proposition doit comprendre les documents suivants :   a) les documents établissant l'admissibilité et les qualifications du soumissionnaire ;  b) Proposition technique  c) proposition financière ;  d) la garantie de soumission, si requise dans la FT ;  e) Toute pièce jointe et / ou annexe à la proposition. |
| Documents établissant l’éligibilité et la qualification des soumissionnaires | * 1. Le soumissionnaire doit fournir une preuve documentaire de son statut de fournisseur admissible et qualifié, en utilisant les formulaires prévus à la section 6 et en fournissant les documents requis dans ces formulaires. Pour attribuer un contrat à un soumissionnaire, ses qualifications doivent être documentées à la satisfaction du PNUD. |
| Format et contenu de la proposition technique | * 1. Le soumissionnaire est tenu de soumettre une proposition technique en utilisant les formulaires standard et les modèles fournis à la section 6 du RFP.   2. La proposition technique ne doit inclure aucun prix ou information financière. Une proposition technique contenant des informations financières importantes peut être déclarée non recevable.   3. Les échantillons d'articles, lorsque requis selon la section 5, doivent être fournis dans les délais spécifiés et sauf indication contraire du PNUD, sans frais pour le PNUD   4. Lorsque cela est applicable et requis conformément à la section 5, le soumissionnaire doit décrire le programme de formation nécessaire disponible pour l'entretien et l'exploitation des services et / ou de l'équipement offerts ainsi que le coût pour le PNUD. Sauf indication contraire, cette formation ainsi que le matériel de formation doivent être fournis dans la langue de l'offre, comme indiqué dans la FT. |
| Proposition Financière | * 1. The Financial Proposal shall be prepared using the Standard Form provided in Section 6 of the RFP. It shall list all major cost components associated with the services, and the detailed breakdown of such costs.   2. Any output and activities described in the Technical Proposal but not priced in the Financial Proposal, shall be assumed to be included in the prices of other activities or items, as well as in the final total price.   3. Prices and other financial information must not be disclosed in any other place except in the financial proposal. |
| Garantie de soumission | * 1. Une garantie de soumission, si exigée par la FT, doit être fournie selon le montant et la forme indiqués dans la FT. La garantie de soumission est valable jusqu'à trente (30) jours après la date limite de validité de la proposition.   2. La garantie de soumission doit être incluse avec la proposition technique. Si la garantie de soumission est exigée par la demande de propositions mais ne figure pas avec la proposition technique, la proposition doit être rejetée.   3. Si le montant de la Garantie de soumission ou sa période de validité est inférieur à ce qui est requis par le PNUD, le PNUD rejette la Proposition   4. Dans le cas où une soumission électronique est autorisée dans la FT, les soumissionnaires doivent inclure une copie de la garantie dans leur proposition et l'original de la Garantie de soumission doit être envoyé par messagerie ou remise en main propre conformément aux instructions de la FT. |
| Devises | * 1. Tous les prix doivent être indiqués dans la ou les devises indiquées dans la FT. Lorsque les Propositions sont établies dans des devises différentes, à des fins de comparaison de toutes les Propositions :   2. Le PNUD convertira la monnaie mentionnée dans la proposition dans la devise de prédilection du PNUD, conformément au taux de change opérationnel des Nations Unies en vigueur le dernier jour de la soumission des propositions ; et   3. Si le PNUD sélectionne une proposition d'attribution libellée dans une devise différente de la devise de préférence de la FT, le PNUD se réserve le droit d'attribuer le contrat dans la devise du PNUD, en utilisant la méthode de conversion spécifiée ci-dessus. |
| Joint Venture, Consortium or Association | * 1. Si le soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques qui formeront ou ont formé une coentreprise, un consortium ou une association pour la proposition, ils doivent confirmer dans leur proposition que: (i) ils ont désigné une partie pour agir en tant que entité chef de file, dûment habilitée à lier juridiquement les membres de la coentreprise, du consortium ou de l'association, ce qui doit être attesté par un accord dûment notarié entre les entités juridiques et soumis avec la proposition; et (ii) si le contrat leur est attribué, le contrat sera conclu par et entre le PNUD et l'entité principale désignée, qui agira au nom et pour le compte de toutes les entités membres composant la coentreprise.   2. Après la date limite de soumission de la proposition, l'entité principale désignée pour représenter la coentreprise, le consortium ou l'association ne peut être modifiée sans le consentement écrit préalable du PNUD.   3. L'entité chef de file et les entités membres de la coentreprise, du consortium ou de l'association doivent se conformer aux dispositions de la clause 9 ci-dessus en ce qui concerne la soumission d'une seule proposition.   4. La description de l'organisation de la coentreprise, du consortium ou de l'association doit clairement définir le rôle attendu de chaque entité dans la coentreprise pour satisfaire aux exigences du RFP, tant dans la proposition que dans la coentreprise, le consortium ou l'accord d'association. Toutes les entités qui composent la coentreprise, le consortium ou l'association sont soumises à l'évaluation d'éligibilité et de qualification par le PNUD.   5. Une coentreprise, un consortium ou une association présentant ses antécédents et son expérience devrait clairement distinguer :   a) Ceux qui ont été entrepris conjointement par la coentreprise, le consortium ou l’association ; et  b) Ceux qui ont été entrepris par les entités individuelles de la coentreprise, du consortium ou de l'association.   * 1. Les contrats antérieurs réalisés par des experts individuels travaillant en privé mais qui sont associés de manière permanente ou temporaire à l'une des sociétés membres ne peuvent être revendiqués comme l'expérience de l'entreprise commune, du consortium ou de l'association ou de ses membres, mais doivent uniquement être revendiqués par experts eux-mêmes dans leur présentation de leurs qualifications individuelles.   2. La JV, le consortium ou les associations sont encouragés à répondre à des exigences multisectorielles de grande valeur lorsque le spectre d'expertise et de ressources requis peut ne pas être disponible au sein d'une même entreprise. |
| Proposition Unique | * 1. Le soumissionnaire (y compris les membres individuels d'une coentreprise) doit soumettre une seule proposition, soit en son nom propre, soit dans le cadre d'une coentreprise.   2. Les propositions soumises par deux (2) soumissionnaires ou plus doivent toutes être rejetées si elles présentent l'une des caractéristiques suivantes :   a) ils ont en commun au moins un associé, un administrateur ou un actionnaire majoritaire ; ou  b) l'un d'entre eux reçoit ou a reçu une subvention directe ou indirecte de l’autre ou  c) ils ont le même représentant légal aux fins du présent RFP ; ou  d) ils ont une relation entre eux, directement ou par l'intermédiaire de tiers communs, qui les met en mesure d'avoir accès à l'information ou à l'influence sur la proposition d'un autre soumissionnaire concernant ce processus de RFP ;  e) ils sont des sous-traitants de la proposition de l'autre soumissionnaire ou si un sous-traitant d'une proposition autre soumet également une proposition sous son nom en tant que soumissionnaire principal ; ou  f) certains membres du personnel clé proposés pour faire partie de l'équipe d'un soumissionnaire participent à plus d'une proposition reçue pour ce processus de RFP. Cette condition relative au personnel ne s'applique pas aux sous-traitants étant inclus dans plus d'une proposition. |
| Période de Validité de la Proposition | * 1. Les propositions restent valables pour la période spécifiée dans la FT, à compter de la date limite de soumission des propositions. Une proposition valable pour une période plus courte peut être rejetée par le PNUD et être déclarée non recevable.   2. Au cours de la période de validité de la proposition, le soumissionnaire doit maintenir sa proposition originale sans aucun changement, y compris la disponibilité du personnel clé, les tarifs proposés et le prix total. |
| Extension de la Période de Validité de la Proposition | * 1. Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration de la période de validité de la proposition, le PNUD peut demander aux soumissionnaires de prolonger la période de validité de leurs propositions. La demande et les réponses doivent être faites par écrit et doivent être considérées comme faisant partie intégrante de la proposition.   2. Si le soumissionnaire accepte de prolonger la validité de sa proposition, celle-ci doit être faite sans aucun changement dans la proposition originale.   3. Le soumissionnaire a le droit de refuser de prolonger la validité de sa proposition et, dans ce cas, cette proposition ne sera pas évaluée davantage. |
| Clarification des propositions | * 1. Les soumissionnaires peuvent demander des éclaircissements sur les documents du RFP au plus tard à la date indiquée dans la FT. Toute demande de clarification doit être envoyée par écrit de la manière indiquée dans la FT. Si les demandes sont envoyées en dehors du canal spécifié, même si elles sont envoyées à un membre du personnel du PNUD, le PNUD n'a aucune obligation de répondre ou de confirmer que la requête a été officiellement reçue.   2. Le PNUD fournira les réponses aux clarifications par la méthode spécifiée dans la FT.   3. Le PNUD s'efforcera de fournir rapidement des réponses aux éclaircissements, mais tout retard dans cette réponse n'obligera pas le PNUD à reporter la date de soumission des Propositions, à moins que le PNUD n'estime qu'une telle prolongation est justifiée et nécessaire. |
| Modification des Propositions | * 1. À tout moment avant la date limite de soumission des propositions, le PNUD peut, pour une raison quelconque, par exemple en réponse à une clarification demandée par un soumissionnaire, modifier le RFP sous la forme d'un addendum à ce dernier. Les modifications seront mises à la disposition de tous les soumissionnaires éventuels.   2. Si la modification est substantielle, le PNUD peut prolonger la date limite de soumission de la proposition afin de donner aux soumissionnaires un délai raisonnable pour incorporer la modification dans leurs propositions. |
| Proposition Alternative | * 1. Sauf indication contraire dans la FT, les propositions alternatives ne seront pas considérées. Si la soumission d'une proposition alternative est autorisée par la FT, un soumissionnaire peut soumettre une proposition alternative, mais seulement s'il soumet également une proposition conforme aux exigences du RFP. Le PNUD ne considérera que la proposition alternative proposée par le soumissionnaire dont la proposition conforme est la plus élevée selon la méthode d'évaluation spécifiée. Lorsque les conditions d'acceptation sont remplies ou que les justifications sont clairement établies, le PNUD se réserve le droit d'attribuer un contrat sur la base d'une proposition alternative.   2. Si des propositions multiples / alternatives sont soumises, elles doivent être clairement marquées comme "Proposition principale" et "Proposition alternative" |
| Conférence préparatoire | * 1. Le cas échéant, une conférence du soumissionnaire aura lieu à la date, à l'heure et au lieu précisés dans la FT. Tous les soumissionnaires sont encouragés à y assister. Toutefois, la non-participation ne doit pas entraîner la disqualification d'un soumissionnaire intéressé. Les procès-verbaux de la conférence des soumissionnaires seront diffusés sur le site Web de l'approvisionnement et partagés par courriel ou sur la plateforme e-Tendering, comme indiqué dans la FT. Aucune déclaration verbale faite au cours de la conférence ne doit modifier les modalités et conditions du RFP, à moins d'être expressément incorporées dans les procès-verbaux de la conférence des soumissionnaires ou émises / affichées comme une modification au RFP. |
| SOUMISSION ET OUVERTURE DES PROPOSITIONS | |
| Soumission | * 1. Le soumissionnaire doit soumettre une proposition dûment signée et complète comprenant les documents et les formulaires conformément aux exigences de la FT. La soumission doit être faite de la manière spécifiée dans la FT.   2. La proposition doit être signée par le soumissionnaire ou la ou les personnes dûment autorisées à engager le soumissionnaire. L'autorisation doit être communiquée au moyen d'un document attestant l'autorisation délivrée par le représentant légal de l'entité soumissionnaire ou d'une procuration accompagnant la proposition.   3. Les soumissionnaires doivent savoir que le simple fait de soumettre une proposition implique en soi que le soumissionnaire accepte entièrement les conditions générales du contrat du PNUD. |
| * Dépôt Manuel * Soumission par email : * **Soumission eTendering** | * 1. Le dépôt de la proposition (manuelle) par messager ou remise en main propre autorisée ou spécifiée dans la FT sera régie comme suit :   2. La Proposition signée doit être marquée « Original », et ses copies doivent être marquées « Copie » selon le cas. Le nombre de copies est indiqué dans la FT. Toutes les copies doivent être uniquement faites à partir de l'original signé. S'il y a des divergences entre l'original et les copies, l'original prévaudra.   3. Les enveloppes de la proposition technique et de la proposition financière DOIVENT ÊTRE COMPLÈTEMENT SÉPARÉES et chacune d'elles doit être soumise individuellement et clairement identifiée à l'extérieur comme « PROPOSITION TECHNIQUE » ou « PROPOSITION FINANCIÈRE », selon le cas. Chaque enveloppe DOIT indiquer clairement le nom du soumissionnaire. Les enveloppes extérieures doivent :  1. Porter le nom et l'adresse du soumissionnaire ; 2. S'adresser au PNUD comme indiqué dans la FT ; 3. Porter un avertissement qui stipule « Ne pas être ouvert avant l'heure et la date de l'ouverture de la proposition » comme spécifié dans la FT.   Si les enveloppes et les paquets avec la proposition ne sont pas scellés et marqués comme requis, le PNUD n'assumera aucune responsabilité pour le mauvais placement, la perte, ou l'ouverture prématurée de la proposition.   * 1. L’envoi de courrier électronique s’il est autorisé ou spécifié dans la FT sera régi comme suit :  1. Les fichiers électroniques qui font partie de la proposition doivent être conformes au format et aux exigences indiqués dans la FT; 2. La proposition technique et les dossiers de proposition financière doivent être complètement distincts. La proposition financière est cryptée avec des mots de passe différents et clairement étiquetés. Les fichiers doivent être envoyés à l'adresse e-mail dédiée spécifiée dans la FT ; 3. Le mot de passe pour l'ouverture de la proposition financière ne doit être fourni qu'à la demande du PNUD. Le PNUD ne demandera le mot de passe qu’aux soumissionnaires dont la proposition technique a été jugée techniquement réactive. L’absence de mot de passe valide peut entraîner le rejet de la proposition.    1. La soumission électronique par eTendering, si elle est autorisée ou spécifiée dans la FT, est régie comme suit: 4. Les fichiers électroniques qui font partie de la proposition doivent être conformes au format et aux exigences indiqués dans la FT; 5. La proposition technique et les dossiers de proposition financière doivent être complètement distincts et chacun d'eux doit être téléchargé individuellement et clairement étiqueté. 6. Le fichier de proposition financière doit être chiffré avec un mot de passe afin qu'il ne puisse pas être ouvert ni visualisé tant que le mot de passe n'est pas fourni. Le mot de passe pour l'ouverture de la proposition financière ne doit être fourni qu'à la demande du PNUD. Le PNUD ne demandera le mot de passe qu’aux soumissionnaires dont la proposition technique a été jugée techniquement réactive. Le défaut de fournir le mot de passe correct peut entraîner le rejet de la proposition. 7. Les documents qui doivent être sous forme originale (p. ex., sécurité des soumissions, etc.) doivent être envoyés par messager ou par livraison manuelle conformément aux instructions de la FT. 8. Des instructions détaillées sur la façon de soumettre, de modifier ou d'annuler une offre dans le système eTendering sont fournies dans le Guide de l'utilisateur du système eTendering et les vidéos d'instruction disponibles sur ce lien:   [http://www.undp.org/content/UNDP/en/Home/Operations/Procurement /Business/Procurement-notices/Resources/](http://www.undp.org/content/UNDP/en/Home/Operations/Procurement%20/Business/Procurement-notices/Resources/) |
| Date limite pour la soumission des propositions et propositions tardives | * 1. Les propositions complètes doivent être reçues par le PNUD de la manière et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans la FT. Le PNUD ne reconnaît que la date et l'heure auxquelles la soumission a été reçue par le PNUD.   2. Le PNUD n'examinera aucune proposition soumise après la date limite pour la soumission des propositions. |
| Retrait, substitution et modification des propositions | * 1. Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier sa proposition après qu'elle ait été soumise à tout moment avant la date limite de présentation.   2. Soumissions manuelles et par courriel: un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier sa proposition en envoyant un avis écrit au PNUD dûment signé par un représentant autorisé, et doit inclure une copie de l'autorisation (ou une procuration). La substitution ou modification correspondante de la proposition, le cas échéant, doit accompagner l'avis écrit respectif. Tous les avis doivent être soumis de la même manière que spécifié pour la soumission des propositions, en les marquant clairement comme « retrait » «substitution» ou «modification».   3. eTendering: un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier sa proposition en annulant, en éditant et en présentant de nouveau la proposition directement dans le système. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de bien suivre les instructions du système, de modifier et de soumettre une proposition de remplacement ou de modification au besoin. Des instructions détaillées sur la façon d'annuler ou de modifier une proposition directement dans le système sont fournies dans le Guide de l'utilisateur du soumissionnaire et des vidéos d'instruction.   4. Les propositions demandées à être retirées sont retournées non ouvertes aux soumissionnaires (uniquement pour les soumissions manuelles), sauf si l'offre est retirée après l'ouverture de la soumission. |
| Ouverture des propositions | * 1. Il n'y a pas d'ouverture d'offre publique pour les RFP. Le PNUD ouvre les propositions en présence d'un Comité spécial formé par le PNUD, composé d'au moins deux (2) membres. Dans le cas d'un appel d'offres électronique, les soumissionnaires recevront une notification automatique une fois leur proposition ouverte. |
| Evaluation des propositions | |
| Confidentialité | * 1. Les informations relatives à l'examen, à l'évaluation et à la comparaison des propositions, ainsi qu'à la recommandation d'adjudication du marché, ne sont pas divulguées aux soumissionnaires ou à toute autre personne qui n'est pas officiellement concernée par ce processus, même après la publication du contrat retenu.   2. Tout effort effectué par un soumissionnaire ou une personne au nom du soumissionnaire pour influencer le PNUD lors de l'examen, de l'évaluation et de la comparaison des propositions ou des décisions d'adjudication de contrat peut, à la décision du PNUD, entraîner le rejet de sa proposition et peut être soumis à l'application de procédures de sanctions des vendeurs du PNUD. |
| Evaluation des propositions | * 1. Il n'est pas permis au soumissionnaire de modifier ou de modifier sa proposition après la date limite de présentation de la proposition, sauf dans les cas prévus à l'article 24 du présent RFP. Le PNUD mènera l'évaluation uniquement sur la base des propositions techniques et financières présentées.   2. L'évaluation des propositions est faite des étapes suivantes:  1. Examen préliminaire 2. Admissibilité minimale et qualification (si la préqualification n'est pas faite) 3. Évaluation des propositions techniques 4. Évaluation des propositions financières |
| Examen préliminaire | * 1. Le PNUD examine les propositions pour déterminer si elles sont complètes en ce qui concerne les exigences minimales documentaires, si les documents ont été dûment signés, et si les propositions sont généralement en ordre, parmi d’autres indicateurs qui peuvent être utilisés à cette étape. Le PNUD se réserve le droit de rejeter toute proposition à ce stade. |
| Évaluation de l'éligibilité et de la qualification | * 1. L'admissibilité et la qualification du soumissionnaire seront évaluées en fonction des exigences minimales d'admissibilité et de qualification énoncées à la section 4 (critères d'évaluation).   2. En termes généraux, les vendeurs qui satisfont aux critères suivants peuvent être considérés comme qualifiés:   3. Ils ne sont pas inclus dans la liste des terroristes et des financiers terroristes du Conseil de sécurité de l'ONU 1267/1989, ainsi que dans la liste des vendeurs inéligibles du PNUD;   4. Ils ont une bonne réputation financière et ont accès à des ressources financières suffisantes pour exécuter le contrat et tous les engagements commerciaux existants,   5. Ils possèdent l'expérience, l'expertise technique, la capacité de production, le cas échéant, les certifications de qualité, les procédures d'assurance de la qualité et autres ressources applicables à la prestation des services requis;   6. Ils sont en mesure de se conformer pleinement aux conditions générales de contrat du PNUD;   7. Ils n'ont pas d'antécédents réguliers de décisions arbitrales à l'encontre du soumissionnaire; et …   8. Ils ont un dossier de performance opportune et satisfaisante avec leurs clients. |
| Evaluation des propositions techniques et financières | * 1. L'équipe d'évaluation examine et évalue les propositions techniques en fonction de leur réceptivité aux termes de référence et d'autres documents de la RFP, en appliquant les critères d'évaluation, les sous-critères et le système de points spécifiés dans la section 4 (Critères d’évaluation). Une proposition est rendue irrecevable à l'étape de l'évaluation technique si elle ne parvient pas à obtenir la note technique minimale indiquée dans la FT. Si nécessaire et s'il est indiqué dans la FT, le PNUD peut inviter les soumissionnaires techniquement réceptifs à présenter une présentation relative à leurs propositions techniques. Les conditions de la présentation doivent être fournies dans le document de soumission, le cas échéant.   2. Dans la deuxième étape, seules les propositions financières des soumissionnaires qui obtiennent la note technique minimale seront ouvertes à l'évaluation. Les propositions financières correspondant à des propositions techniques qui ont été non retenues ne seront pas ouvertes et, dans le cas d'une soumission manuelle, seront retournées aux soumissionnaires non ouvertes. Pour les propositions par courriel et les soumissions électroniques, le PNUD ne demandera pas le mot de passe des propositions financières des soumissionnaires dont la proposition technique n'a pas été jugée recevable.   3. La méthode d'évaluation qui s'applique à la présente RFP doit être celle indiquée dans la FT, qui peut être l'une ou l'autre des deux (2) méthodes possibles, comme suit : (a) la méthode la moins chère qui sélectionne la proposition financière la plus basse évaluée des soumissionnaires techniquement réceptifs ; (b) la méthode de cotation combinée qui sera fondée sur une combinaison de la note technique et financière.   4. Lorsque la FT spécifie une méthode de cotation combinée, la formule de cotation des propositions sera la suivante :   Evaluation de la proposition technique (PT)  **PT Score** = (Score Total Obtenu pour la proposition / Score Maximal possible pour la PT) x 100  Evaluation de la proposition financière (PF):  **PF Score** = (Offre au prix le plus bas / Prix de l’offre concernée) x 100  Score total combiné  **Score combiné =** (PT Score) x (pondération de la PT, ex. 70%) + (PF Score) x (Pondération de la PF ,ex 30%) |
| Vérifications nécessaires | * 1. Le PNUD se réserve le droit d'entreprendre un exercice de vérifications nécessaires, également appelé post-qualification, visant à déterminer, à sa satisfaction, la validité des informations fournies par le soumissionnaire. Cet exercice doit être entièrement documenté et peut comprendre, mais ne doit pas être limité à, tout ou n'importe quelle combinaison des éléments suivants :      1. Vérification de l'exactitude, de la justesse et de l'authenticité des renseignements fournis par le soumissionnaire;      2. Validation de l'étendue de la conformité aux exigences de la RFP et aux critères d'évaluation fondés sur ce qui a été trouvé jusqu'à présent par l'équipe d’évaluation ;      3. Enquête et vérification des références auprès des entités gouvernementales ayant compétence sur le soumissionnaire, ou avec des clients antérieurs, ou toute autre entité qui a peut-être fait affaire avec le soumissionnaire ;      4. Enquête et vérification des références avec les clients précédents sur la performance des travaux en cours ou des contrats terminés, y compris les inspections physiques des œuvres antérieures, si nécessaire;      5. Inspection physique des bureaux du soumissionnaire, des succursales ou d'autres lieux où l'entreprise se transforme, avec ou sans préavis au soumissionnaire;      6. Autres moyens que le PNUD peut juger appropriés, à tout moment dans le cadre du processus de sélection, avant l'adjudication du marché. |
| Clarification des propositions | * 1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des propositions, le PNUD peut, à sa discrétion, demander à tout soumissionnaire de clarifier sa proposition.   2. La demande de clarification et la réponse du PNUD sont présentées par écrit et aucune modification des prix ou du contenu de la proposition n'est demandée, offerte ou permise, sauf pour fournir des éclaircissements, et confirmer la correction de toute erreur arithmétique découverte par le PNUD dans l'évaluation des propositions, conformément à la RFP.   3. Toute clarification non sollicitée présentée par un soumissionnaire à l'égard de sa proposition, qui n'est pas une réponse à une demande du PNUD, n'est pas prise en considération lors de l'examen et de l'évaluation des propositions. |
| Réactivité de la proposition | * 1. La détermination du PNUD quant à la réactivité d'une proposition sera basée sur le contenu de la proposition elle-même. Une proposition substantiellement réactive est celle qui est conforme à tous les termes, conditions, Tor et autres exigences de la RFP sans déviation matérielle, réservation ou omission.   2. Si une proposition n'est pas substantiellement réactive, elle est rejetée par le PNUD et ne peut par la suite être réadaptée par le soumissionnaire en corrigeant l'écart matériel, la réserve ou l'omission. |
| Non-conformités, erreurs et omissions réparables | * 1. À condition qu'une proposition soit substantiellement réactive, le PNUD peut renoncer à toute non-conformité ou omission dans la proposition qui, de l'avis du PNUD, ne constitue pas une déviation matérielle.   2. Le PNUD peut demander au soumissionnaire de soumettre, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour rectifier les non-conformités ou les omissions non matérielles dans la proposition relative aux exigences en matière de documentation. Cette omission ne peut être liée à aucun aspect du prix de la proposition. L'omission du soumissionnaire de se conformer à la demande peut entraîner le rejet de sa proposition.   3. Pour la proposition financière qui a été ouverte, le PNUD doit vérifier et corriger les erreurs arithmétiques comme suit:  1. S’il y a une divergence entre le prix unitaire et le total de la ligne qui est obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le total de la ligne est corrigé, sauf si, de l'avis du PNUD, il y a une erreur évidente o f le point décimal du prix unitaire; dans ce cas, le total de la ligne de facturation, tel qu'il est cité, régit et le prix unitaire est corrigé; 2. S’il y a une erreur dans un total correspondant à l'addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux prévaudront et le total sera corrigé; Et 3. S’il y a divergence entre les mots et les chiffres, le montant en mots prévaudra, à moins que le montant exprimé en mots ne soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra. 4. Si le soumissionnaire n'accepte pas la correction des erreurs commises effectuée par le PNUD, sa proposition est rejetée. |
| Adjudication du contrat | |
| Droit d'accepter, rejeter, une ou toute proposition | * 1. Le PNUD se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute proposition, de rendre l'une ou l'ensemble des propositions non recevables, et de rejeter toutes les propositions à tout moment avant l'adjudication du marché, sans encourir de responsabilité, ni obligation d'informer le (s) soumissionnaire (s) concerné (s) du motif de l'action du PNUD. Le PNUD n'est pas tenu d'attribuer le contrat à l'offre la moins chère. |
| Critères d'attribution | * 1. Avant l'expiration de la validité de la proposition, le PNUD attribuera le marché au soumissionnaire qualifié en fonction des critères d'attribution indiqués dans la FT. |
| Debriefing | * 1. Dans le cas où un soumissionnaire n'a pas été retenu, le soumissionnaire peut demander un débriefing du PNUD. L'objectif du débriefing est de discuter des points forts et des faiblesses de la présentation du soumissionnaire, afin d'aider le soumissionnaire à améliorer ses futures propositions de possibilités d'approvisionnement du PNUD. Le contenu des autres propositions et la façon dont ils se comparent à la présentation du soumissionnaire ne seront pas discutés. |
| Droit de modifier les exigences au moment de l'adjudication | * 1. Au moment de l'adjudication du marché, le PNUD se réserve le droit de varier la quantité de services et/ou de marchandises, jusqu'à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%) de l'offre totale, sans modification du prix unitaire ou d'autres conditions. |
| Signature du contrat | * 1. Dans les quinze (15) jours suivant la date de réception du contrat, le soumissionnaire retenu doit signer et dater le contrat et le renvoyer au PNUD. L'omission de le faire peut constituer un motif suffisant pour l'annulation de l’adjudication, et la confiscation de la garantie de la proposition, le cas échéant, et sur quel événement, le PNUD peut attribuer le contrat au deuxième soumissionnaire classé ou demander de nouvelles propositions. |
| Type de contrat et conditions générales | * 1. Les types de contrat à signer et les conditions générales du contrat du PNUD applicables, telles que spécifiées dans la FT, sont accessibles à l’adresse : <http://www.undp.org/content/UNDP/en/Home/Procurement/Business/How-We-Buy.html> |
| Garantie de performance | * 1. Une garantie de performance, si elle est requise dans la FT, doit être fournie dans le montant indiqué dans la FT et suivant le formulaire disponible à l’adresse [https://Popp.undp.org/\_layouts/15/WopiFrame.aspx?SourceDoc=/UNDP\_POPP\_DOCUMENT\_LIBRARY/public/PSU\_Solicitation\_Performance% 20Guarantee% 2 0 Form. docx & action](https://Popp.undp.org/_layouts/15/WopiFrame.aspx?SourceDoc=/UNDP_POPP_DOCUMENT_LIBRARY/public/PSU_Solicitation_Performance%25%2020Guarantee%25%202%200%20Form.%20docx%20&%20action%20) dans les quinze (15) jours suivant la signature du contrat par les deux parties. Lorsqu'une garantie de performance est requise, la réception de la garantie de performance par le PNUD est une condition pour rendre le contrat effectif. |
| Garantie bancaire pour les avances | * 1. Sauf lorsque les intérêts du PNUD l'exigent, il est préférable que le PNUD ne fasse aucun paiement anticipé (c'est-à-dire des paiements sans avoir reçu de résultats). Si un paiement anticipé est autorisé selon la FT, et dépasse 20% du prix total du contrat, ou USD 30 000, selon la valeur la moins élevée, le soumissionnaire doit soumettre une garantie bancaire dans le montant total du paiement anticipé sous la forme disponible à   <https://popp.undp.org/_layouts/15/WopiFrame.aspx?sourcedoc=/UNDP_POPP_DOCUMENT_LIBRARY/Public/PSU_Contract%20Management%20Payment%20and%20Taxes_Advanced%20Payment%20Guarantee%20Form.docx&action=default> |
| Dommages et intérêts | * 1. Si la clause est spécifiée dans la FT, le PNUD appliquera la clause dommages-intérêts résultant des retards ou de la violation de ses obligations par l'entrepreneur conformément au contrat. |
| Dispositions relatives au paiement | * 1. Le paiement ne sera effectué qu'après l'acceptation par le PNUD du travail effectué. Les conditions de paiement sont dans les trente (30) jours, après réception de la facture et attestation d'acceptation des travaux délivrés par l'autorité compétente du PNUD avec la supervision directe de l'entrepreneur. Le paiement sera effectué par virement bancaire dans la devise du contrat. |
| Plainte des fournisseurs | * 1. La procédure du PNUD offre la possibilité aux personnes ou aux entreprises qui n'ont pas obtenu de contrat par le biais d'un processus d'achat compétitif de faire appel. Dans le cas où un soumissionnaire estime qu'il n'a pas été traité équitablement, le lien suivant fournit des détails supplémentaires concernant les procédures de protestation des fournisseurs du PNUD:   <http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/protest-and-sanctions.html> |
| Autres dispositions | * 1. Dans le cas où le soumissionnaire offre un prix inférieur au gouvernement hôte (par exemple, la General Services Administration (GSA) du gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique) pour des services similaires, le PNUD aura droit au même prix inférieur. Les conditions générales du PNUD auront priorité.   2. Le PNUD a le droit de recevoir le même prix offert par le même entrepreneur dans le contrat avec l'Organisation des Nations Unies et/ou ses agences. Les conditions générales du PNUD auront priorité.   3. L'Organisation des Nations Unies a établi des restrictions à l'emploi des (anciens) fonctionnaires de l'ONU qui ont participé à la procédure de passation des marchés, conformément au bulletin ST/SGB/2006/15   <http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=ST/SGB/2006/15&referer> |

# Section 3. Fiche Technique

Les données suivantes pour les services à acquérir doivent compléter, compléter ou modifier les dispositions de la demande de propositions. En cas de conflit entre les instructions aux soumissionnaires, la fiche technique et les autres annexes ou références jointes à la fiche technique, les dispositions de la fiche technique prévaudront.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **FT No.** | **Ref. à la Section.2** | **Données** | **Instructions/exigences spécifiques** |
| 1 | 7 | Langue de la proposition | Français |
| 2 |  | Soumission des propositions pour des parties ou des sous-parties du Tor (soumissions partielles) | **Non Autorisé** |
| 3 | 20 | Propositions alternatives | **Ne seront pas considérées** |
| 4 | 21 | Conférence préparatoire | **Ne sera pas menée**  Heure:  Date  Lieu:  Le point focal du PNUD pour cette disposition est:  Téléphone: 44980300  E-mail: [mali.procurement@undp.org](mailto:mali.procurement@undp.org) |
| 5 | 10 | Période de validité de la proposition | **120 jours** |
| 6 | 14 | Garantie de soumission | **Non requise** |
| 7 | 41 | Paiement anticipé lors de la signature du contrat | **Non autorisée** |
| 8 | 42 | Dommages et Intérêts | **Ne seront pas appliqués** |
| 9 | 40 | Garantie de performance | **Non requise** |
| 10 | 18 | Devise de la proposition | **United States Dollar** |
| 11 | 31 | Date limite de soumission des demandes de clarification/questions | Insérer nombre jours avant la date de soumission  5 jours |
| 12 | 31 | Coordonnées pour soumettre des clarifications/questions | Point focal au PNUD : Unité Achats PNUD MALI  Adresse : BCNU Immeuble Badalabougou Bamako  Adresse électronique : [mali.procurement@undp.org](mailto:mali.procurement@undp.org) |
| 13 | 18, 19 and 21 | Manière de diffuser des renseignements supplémentaires à la RFP et des réponses/clarifications aux requêtes | **Communication directe aux soumissionnaires potentiels par courrier électronique et publication sur le site Web** [**www.procurement-notices.undp.org**](http://www.procurement-notices.undp.org)**; et ETendering** |
| 14 | 23 | Date de soumission | **Date : 22 Aout 2022**  **Heure : 17h00 heures de Bamako** |
| 14 | 22 | Manière permise de soumettre des propositions | * **Messagerie/Livraison manuelle** * **Soumission par email** * **e-Tendering** |
| 15 | 22 | Adresse de soumission de proposition | ETENDERING  **« Recrutement d’un prestataire pour assurer les fonctions du Secrétariat Exécutif du Groupe Exécutif de Coopération des Partenaires Techniques et Financiers (SEG-PTF) »** |
| 16 | 22 | Soumission électronique (Email ou eTendering) Exigences | Plateforme ETENDERING  <https://etendering.partneragencies.org>  **INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES SUR LE ETENDERING PEUT ETRE TELECHARGE SUR**   * Consultez le guide de l'utilisateur et les vidéos sur le site Web du PNUD: <https://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/procurement-notices/resources/> |
| 17 | 27  36 | Méthode d'évaluation pour l'adjudication du contrat | Méthode de notation combinée, en utilisant la distribution de 70%-30% pour les propositions techniques et financières respectivement  La note technique minimale requise pour passer est de 70%. |
| 18 |  | Date prévue pour le commencement du contrat | ***01/10/2022*** |
| 19 |  | Durée maximale prévue du contrat | **3 ans** |
| 20 | 35 | Le PNUD attribuera le contrat à : | **Un fournisseur uniquement** |
| 21 | 39 | Type de contrat | **Contrat de servcies professionnels annuel renouvelable sur la base de l’évaluation de performance satisfaisante. Durée maximale 3 ans.** |
| 22 | 39 | Conditions contractuelles du PNUD qui s'appliqueront | Conditions générales du PNUD pour les services professionnels  <http://www.undp.org/content/undp/en/home/procurement/business/how-we-buy.html> |
| 23 |  | Autres renseignements relatifs au RFP | *Toutes les autres instructions et informations qui ne sont pas encore mentionnées dans cette fiche de données mais qui sont pertinentes pour la RFP doivent être citées ici, et toutes les autres entrées qui peuvent être ajoutées dans ce cadre.* |

# Section 4. Critère d’évaluation

**Critère d’examen préliminaire**

Les propositions seront examinées afin de déterminer si elles sont complètes et soumises conformément aux exigences de la RFP, selon les critères ci-dessous, sur une base de réponse oui/non:

* Signatures appropriées
* Procuration
* Documents minimaux fournis
* Propositions techniques et financières soumises séparément
* Validité de la soumission
* Garantie de soumission présentée selon les exigences de la RFP avec période de validité conforme

**Critères minimum d’éligibilité et de qualification :**

L'éligibilité et la qualification seront évaluées sur la base d’évaluation de type : réussite/échec.

Si la proposition est présentée en tant que coentreprise/consortium/association, chaque membre du groupement doit respecter les critères minimaux, sauf indication contraire dans le critère.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Sujet** | **Critère** | **Exigences de soumission de document** |
| **Eligibilité** |  |  |
| **Statut légal** | Le vendeur est une entité légalement enregistrée. | Formulaire B : Formulaire d'information du soumissionnaire |
| **Eligibilité** | Le vendeur n'est ni suspendu, ni radié, ni autrement identifié comme inéligible par une organisation des Nations Unies ou par le groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale conformément à la clause 3 du RFP. | Formulaire A : formulaire de soumission de proposition technique |
| **Conflit d'intérêts** | Aucun conflit d'intérêts conformément à la clause 4 de la RFP. | Formulaire A : formulaire de soumission de proposition technique |
| **Faillite** | Non déclaré en faillite, non impliqué dans une procédure de faillite ou de mise sous séquestre, et il n'y a pas de jugement ou de poursuites judiciaires contre le vendeur qui pourraient nuire à ses opérations dans un avenir prévisible. | Formulaire A : formulaire de soumission de proposition technique |
|  | Tout autre critère supplémentaire si nécessaire |  |
| **Qualification** |  |  |
| **Historique des contrats non performants[[1]](#footnote-1)** | Non-exécution d'un contrat qui n'a pas eu lieu en raison d’une défaillance de l'entrepreneur au cours des trois dernières années. | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| **Historique des litiges** | Pas d'antécédents de décisions judiciaires/arbitrales au détriment du soumissionnaire au cours des trois dernières années. | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| **Expérience antérieure** | 3 ans Minimum années d’expérience pertinente. | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| *Bureau d’études / de consultance spécialisée*  *disposer d’une expertise dans la gestion d’équipe de consultants multi disciplinaires orientés dans l’appui au développement . Le Bureau d’études devra avoir une expérience d’au moins cinq ans dans la gestion de ce type d’actvités et disposer des profils détaillés ci dessous*  *Une expérience de coordination avec les bailleurs et/ou institutions spécialisées est un atout.*  *La conduite de mission de gestion de projet pour les bailleurs de fonds internationaux est un atout.*  *(Pour JV/Consortium/Association, toutes les parties devraient cumulativement satisfaire aux exigences).* | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| Position financière | Chiffre d'affaires annuel moyen minimum de 400 000 USD pour les 3 dernières années.  *(Pour JV/Consortium/Association, toutes les parties devraient cumulativement satisfaire aux exigences).* | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| Le soumissionnaire doit démontrer la solidité actuelle de sa position financière et indiquer sa rentabilité prospective à long terme.  *(Pour JV/Consortium/Association, toutes les parties devraient cumulativement satisfaire aux exigences).* | Formulaire D : Formulaire de qualification |
|  | Tout autre critère supplémentaire si nécessaire |  |

**Critères d’évaluation technique**

**Les critères et le système de points utilisés pour l’évaluation technique des soumissions (cfr. 32 dans le tableau ci-dessus):**

|  |  |
| --- | --- |
| **Sous-critères d’attribution** | **Max note** |
| **PROPOSITION TECHNIQUE – Qualité** |  |
| **I. Expertise du Soumissionnaire, Raisonnement et vision** | **15** |
| * 1. Expérience du soumissionnaire, Réputation et Capacité organisationnelle générale Disposer d' *équipe multi disciplinaires d’experts qui repond au nombre et qualification du personnel identifiés* | 5 |
| * 1. Logique d’intervention, objectifs, résultats (*avoir une expérience d’au moins cinq ans dans la gestion de ce type d’actvités)* | 5 |
| * 1. Analyse et gestion des risques et hypothèses (*Avoir une expérience avec les bailleurs et/ou institutions spécialisées et la conduite de mission de gestion de projet pour les bailleurs de fonds internationaux)* | 5 |
| **II. Gestion du projet/structure d’appui (secrétariat)** | **20** |
| * 1. Adéquation de la structure d’appui mise en place (*L’équipe proposée possède-t-elle l’expertise technique, la connaissance et l’expérience nécessaire pour mener à bien la mission)* | 5 |
| * 1. Compétences techniques disponible dans la structure d’appui (*Des compétences techniques spécifiques sont-elles disponibles au sein du siège du contractant)* | 5 |
| * 1. Capacité logistique de la structure d’appui (*La complémentarité des membres de l’équipe est-elle optimale)* | 5 |
| * 1. Système de suivi et évaluation mis en place (*Le fonctionnement de l’équipe semble-t-il efficace ? Les rôles et responsabilités des différents intervenants sont-t-ils clairement définis et appropriés ?)* | 5 |
| * 1. Est-ce l'équipe proposée contient suffisamment d'expertise locale pour mener à bien le programme |  |
| **Note totale pour l'organisation et la méthodologie** | **35** |
| **IV. Experts – composition et qualité de l’équipe** |  |
| **Expertise principale 1 : Chef d’équipe/Expert en développement** | **10** |
| Qualification et compétence | 3 |
| Expérience professionnelle générale | 3 |
| Expérience professionnelle spécifique | 4 |
| **Expertise principale 2 : Expertise en organisation/ appui institutionnel** | **10** |
| Qualification et compétence | 3 |
| Expérience professionnelle générale | 3 |
| Expérience professionnelle spécifique | 4 |
| **Expertise principale 3 : Expertise en informatique/ bases de données** | **10** |
| Qualification et compétence | 3 |
| Expérience professionnelle générale | 3 |
| Expérience professionnelle spécifique | 4 |
| **Expertise principale 4 : Expertise en Administration et Finance** | **5** |
| Qualification et compétence | 1 |
| Expérience professionnelle générale | 2 |
| Expérience professionnelle spécifique | 2 |
| **Note totale pour les expertises principales** | **35** |
| **Note globale PROPOSITION TECHNIQUE - qualité** | **70** |

**Critères d’Attribution du contrat**

***Le meilleur ratio « qualité/prix »***

Le marché est attribué à l’offre avec le meilleur ratio « qualité/prix », ce qui signifie que l’examen porte autant sur la qualité que sur le prix. L’attribution se fait sur la base de sous-critères élémentaires qui sont détaillés ci-dessous.

***Sous-critères élémentaires***

L’ensemble des Sous-critères élémentaires sont réunis dans le tableau ci-dessous. Le tableau indique également les scores maximums.

Les sous-aspects mentionnés sous I à IV seront évalués intégralement (pas séparément), mais une attention particulière sera accordée aux sous-aspects mentionnés.

Les soumissionnaires intéressés par la présente mission seront évalués sur la base de leurs offres technique et financière qui compteront respectivement pour 70% (OT) et 30% (OF). Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% du score maximum. Cette note technique sera pondérée à 70%. C’est ensuite que les soumissionnaires qui obtiendront plus de 70% des points seront qualifiés pour l’examen de leurs offres financières. Cette dernière comptera pour 30% des points contre 70% pour la note technique.

Pour être prises en considération pour l’attribution du Contrat, les Offres doivent totaliser au minimum 70 % du score maximum pouvant être obtenu pour les Sous-critères de qualité, le critère du prix n’étant pas évalué tant que ce score n’est pas atteint. En d’autres termes, l’Offre technique doit obtenir un minimum de 70 % x 70 points pour être prise en considération pour l’attribution du Contrat. Les Offres qui ne remplissent pas cette condition sont exclues de la procédure.

1. ***Sous-critère élémentaire de prix***

Le prix indiqué est un montant total ferme comprenant l’ensemble des coûts.

Les tarifs maximum sont des montants forfaitaires couvrant au moins les frais suivants: salaires, frais généraux, frais liés au soutien administratif, frais d’utilisation d’équipements, frais de déplacement et de séjour sur le territoire national, frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail, stationnement, formation, frais de recrutement et de sélection, remplacements, primes d’assurances, bénéfices, ainsi que l’ensemble des autres frais annexes, tels que les frais de préparation à la mise en œuvre.

Le Soumissionnaire fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant par rubrique.

Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

Note financière A = [(Offre financière le moins disant) /Offre financière de A] x 30.

**L'évaluation du sous-critère IV** porte principalement sur **la transparence et le taux du budget**. Les évaluateurs utiliseront les critères suivants :

* Le taille du budget
* La transparence basée sur un budget constructif/ détaillée.

Le PNUD conviendra avec le soumissionnaire retenu par le panel, composé de représentants des PTF, de la modalité de paiement périodique (mensuelle, trimestrielle…) sur la base du rapport d’activité certifié par le CdF.

L’évaluation de contrat sera conjointe et faite sur la de la grille d’évaluation des cabinets du PNUD, de l’évaluation du Chef de file, et des résultats de l’enquête de satisfaction des PTFs et de la bonne gestion des ressources mis à la disposition du Cabinet suivant les rapports d’audits.

# Section 5. Termes de Référence

**Recrutement d’un prestataire pour assurer les fonctions du** **Secrétariat Exécutif du Groupe Exécutif de Coopération des Partenaires Techniques et Financiers (SEG-PTF)**

**Table des matières**

[Liste d’abréviations : 24](#_Toc106199325)

[Contexte national : 24](#_Toc106199326)

[1. Organisation des PTF au Mali : 25](#_Toc106199327)

[2. Le fonctionnement des strcutures des PTF du Mali : le Secrétariat Exécutif du GEC (SEG), organe de fonctionnement 25](#_Toc106199328)

[*3. Profils de*s expertises du SEG 27](#_Toc106199329)

# Liste d’abréviations :

CdF Chef de File

CT- SCLP Cellule Technique du Cadre Stratégique de lutte contre la Pauvreté

CREDD Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable

CV Curriculum vitae

GEC Le Groupe Exécutif de Coopération

GT Groupes Thématiques

GdM Gouvernement du Mali

La Troïka La Troïka des PTF est constituée sur une base rotative de trois PTF désignés selon les critères suivants : un membre entrant prochain Chef de file, un Chef de file, un membre sortant ex Chef de file. Le Chef de file du Collectif PTF est alternativement un bilatéral et un multilatéral. Un CdF bilatéral est toujours « encadré » par deux multilatéraux et inversement un CdF multilatéral est « encadré » par deux bilatéraux

PTF Partenaires Techniques et Financiers

GD Groupe de dialogue

SIGAP Système Intégré de Gestion de l’Aide Publique

SHA Secrétariat à l’Harmonisation de l’Aide

# Contexte national :

Le Mali est confronté à plusieurs défis majeurs (sécuritaire, bonne gouvernance, promotion d’une croissance durable et inclusive, accès aux services publics de base de qualité) que la communauté internationale doit prendre en compte dans son accompagnement au relèvement du pays.

Pour adresser ces défis, le Mali a adopté une nouvelle phase de la stratégie nationale de développement, le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019-2023). Ainsi, le Gouvernement du Mali (GdM) et les PTF se sont donné un agenda sur la nécessaire mobilisation de l'ensemble des acteurs dans le cadre d'un processus inclusif de pilotage et de mise en oeuvre d'un cadre unique de référence pour s’assurer que la coopération au service du développement ait un impact sur les résultats du développement. Le Gouvernement avait adopté en août 2018, le decret N°2018-0623-PM/RM fixant les mecanismes Institutionnels de Pilotage et de suivi-évaluation du Cadre Strategique pour la Relance Economique et le Developpement Durable (CREDD) et des ODD. En octobre 2020, les PTF ont aligné la structuration de leurs GT sur ceux du CREDD pour plus d’éfficacité dans le dialogue.

# 1. Organisation des PTF au Mali :

L’ensemble des PTF intervenant au Mali participent sur une base volontaire aux travaux du Groupe ou du Collectif des PTF qui est structuré à 3 niveaux :

1. Le Groupe Exécutif de Coopération (GEC) a pour objet de traiter des thématiques et enjeux relatifs aux politiques de développement (« policy dialogue ») (ex : politiques macroéconomiques et réformes des finances publiques, politiques sectorielles : santé, éducation, environnement), des questions liées à l’efficacité du développement et à la coordination des interventions des partenaires techniques et financiers (agendas internationaux). Elle traite également du mode organisationnel des PTF et de ses interactions avec les autres acteurs. Le GEC est composé des chefs de coopération, représentants résidents, chefs et directeurs d’agences. Il se réunit en réunion mensuelle de concertation ; il se réunit également une fois par an en retraite afin de faire le bilan, dégager les priorités et valider le Programme de Travail des PTF de l’année en cours ;
2. Le Groupe des Ambassadeurs (GA) est composé des ambassadeurs et représentants résidents ayant rang. L’objet du GA est, dans une perspective de complémentarité avec le Groupe Exécutif de Coopération, de traiter du dialogue politique dans ses dimensions stratégiques et sensibles ou de tout autre thématique soumise à elle par le Groupe Exécutif de Coopération.
3. Les Groupes Thématiques (GT) qui comportent des Groupes de Dialogues PTF (GD). Les GT et les GD représentent les cadres de concertation des PTF au niveau sectoriel. Tout en maintenant le principe de la concertation entre PTF, les GT, dans le cadre de leur fonctionnement, évoluent vers celui de la mixité avec le GdM sous le leadership de ce dernier. Les GT sont responsables du suivi des engagements et des politiques relevant de leur secteur. Ils sont aujourd’hui au nombre de cinq (05), alignés sur ceux du CREDD depuis octobre 2020. Leur structuration reste évolutive afin de s’adapter de façon permanente au contexte. Les GT et GD sont coordonnés par deux PTF (lead et co-lead) qui assurent l’interface du dialogue avec le GdM et les autres familles d’acteurs pour une durée, en général de deux ans.

Ces différents cadres sont animés par la Troïka, elle-même composée sur une base rotative, par trois PTF (bilatéraux et multilatéraux) ayant un mandat de trois ans.. Annuellement la Troïka occupe le role Chef de File. Le CdF est désigné par les membres du GEC.

Outre ces cadres de concertation PTF, il existe des cadres conjoints au niveau sectoriel et général entre les PTF et le Gouvernement du Mali (Rencontre Premier Ministre Troïka, Revue annuelle du CREDD, Revue Budgétaire Conjointe, la Commision Mixte Mali-PTF…) , et aussi, les autres acteurs au niveau national (société civile, secteur privé).

Un Secrétariat Exécutif sous le lead du GEC assure le fonctionnement de ce dispositif.

# **2. Le fonctionnement des strcutures des PTF du Mali :** le Secrétariat Exécutif du GEC (SEG), organe de fonctionnement

**Structure du SEG**

* Le SEG travaille au bénéfice du GEC, sous la responsabilité directe de la Troïka ;
* La validation et le suivi de la mise en œuvre du plan de travail annuel du SEG relèvent de la responsabilité du CdF assisté des autres membres de la Troika.

**Description de la mission / Les axes de travail du SEG**

* Préparer les réunions de la Troïka et du GEC en collaboration avec sa co-coordination, les retraites des PTF et les rencontres entre TE/PM et leurs comptes-rendus ;
* Organiser, le cas échéant, les visites de la Troïka élargie dans les régions ;
* Apporter un appui aux coordonnateurs des GT et GD en fonction de ses disponibilités, en particulier sur les thèmes transversaux ;
* Assister le CdF dans la mise en œuvre des priorités définies dans le programme de travail du GEC ;
* Préparer les éventuelles études nécessaires pour la mise en œuvre des priorités du GEC ;
* Assurer le lien permanent avec les structures co-localisées (SHA, CT-CSLP) et facilite les relations entre le CdF et ses structures ;
* Gerer l’information:
  + Gère le flux des « informations internes » vers les GTs et le GEC/la Troïka et assurer le lien entre le GEC/la Troïka et les GT/GD :
    - Mise à disposition et administration d´une archive centralisée (« cloud ») performante pour le GEC/Troïka et les GT/GD : classement des documents dans le système (approche réactive) avec un traitement particulier des documents de référence (un dossier particulier) ; archivage pour la mémoire corporative ; calendrier centralisé sur des évènements/réunions ;
    - Diffuse des informations de GT/GD en provenance ou à destination du GEC ;
    - Facilite le travail collaboratif entre GTs ainsi que le partage des bonnes pratiques par la mise à disposition d´un recueil des « bonnes pratiques » pour le GT/GD ;
    - Rédige et synthétise les documents nécessaires au GEC en fonction des indications de la Troika ;
    - Gère les commentaires sur des documents utiles aux activités du GEC ;
    - Assure le contrôle de qualité des documents utiles au GEC ;
    - Diffuse des documents jugés essentiels par le GEC ou la Troika (approche proactive de partage par courriel) ;
  + Gère le flux des « informations externes » :
    - Assure la bonne circulation de l’information produite et à destination des PTF en lien avec les différentes bases de données renseignées par les PTF ;
    - Assure la gestion du site web ;
    - Veille à la mise à jour régulière des bases de données utiles aux activités du GEC en lien avec les structures nationales en charge de leur alimentation et gestion ; dans le cadre notamment de la co-administration de Synergie Nord ;
    - Assure la promotion de l’utilisation des systèmes (maliapd, SIGAP, Synergie Nord…).
* Gerer le fonctionnement administratif et financier des activités du SEG et des activités du GEC (Réunions, Retraite des PTF, ateliers, séminaires, consultations,)

**Ressources & Logistique**

* Nombre et qualification du personnel :
  + Le Personnel prévu pour permettre de couvrir les besoins définis d’une façon efficace et qualitative et au bon fonctionnement du SEG sera composé des capacités suivantes :
    - **Une coordonnateur principal ;**
    - **Une Expertise en organisation/ appui institutionnel ;**
    - **Une Expertise en Informatique / -base de données ;**
    - **Une Expertise en administration et finance.**
* Le bureau du SEG doit répondre aux besoins suivants :
  + Locaux adaptés pour héberger le personnel, mais aussi pour héberger des petites réunions de coordination ;
  + Bureau facilement accessible et dans la proximité de principaux interlocuteurs du SEG ;
  + Bureau dispose d’une Connexion internet rapide et stable et des moyens techniques modernes et fonctionnels.

**Livrables**

* 11 fiches de support du CdF PTF, 11 Comptes rendus (CR) des réunions du GEC, nombre de notes alimentant les réunions mensuelles du GEC
* Indéterminé à l’avance, un compte rendu de Retraite annuelle des PTFs, 3-4 fiches de support du CdF PTF dans le cadre de la réunion des coordonnateurs de GT et GD 3-4 CR des réunions des Coordonnateurs des GT et GD, produits dans un délais de 3 jours ouvrables et validés par la Troika et le GEC ;
* Programme de travail du GEC : 1 note d’orientation du Programme de travail du GEC (décembre), le Programme de Travail du GEC (janvier-février), son bilan à mi-parcours (juin) et son bilan en fin d’année (décembre) produits et validés par la Troika et le GEC ;
* le Programme de travail du SEG et 4 rapports d’activités trimestrielles (le dernier est bilan annuel) produits et validés par la Troika et le GEC ;
* Autres notes demandées par le CdF PTF, la Troika et le GEC ne pouvant être quantifiées produites
* Plan de travail des structures co coalisées produit.

# 3. Profils des expertises du SEG

3.1 Profil du bureau d’études

*Pour le compte des PTF, le PNUD va recruter un bureau d’études / de consultance spécialisée pour assurer les fonctions de Secrétariat Exécutif du GEC des PTF. Le bureau d’études devra disposer d’une équipe multi disciplinaires d’experts qui repond au nombre et qualification du personnel identifiés ci-dessous. Le Bureau d’études devra avoir une expérience d’au moins cinq ans dans la gestion de ce type d’actvités et disposer des profils détaillés ci dessous. Une expérience avec les bailleurs et/ou institutions spécialisées et la conduite de mission de gestion de projet pour les bailleurs de fonds internationaux sont des atouts.*

Dans cette partie, le contractant est invité à décrire son équipe ainsi que les compétences et les qualifications des expertises proposées. Quatre profils/competences principaux devront etre proposés par le Bureau. Ces profils/personnels/competences doivent être disponibles en permanence au niveau du SEG. Le contractant est libre d’ajouter à ce personnel de l’expertise court-terme ou d’autres profils non principaux. Il veillera également à expliquer le fonctionnement et la complémentarité des profils au sein de l’équipe.

**L'évaluation du sous-critère III** porte principalement sur les **domaines de compétence du personnel proposé et sur la complémentarité de l’équipe.** Les évaluateurs veilleront à ce que le personnel de l’Equipe remplissent les critères ci-dessous et répondront aux critères suivants :

* L’équipe proposée possède-t-elle l’expertise technique, la connaissance et l’expérience nécessaire pour mener à bien la mission ?
* Des compétences techniques spécifiques sont-elles disponibles au sein du siège du contractant ?
* La complémentarité des membres de l’équipe est-elle optimale ?
* Le fonctionnement de l’équipe semble-t-il efficace ? Les rôles et responsabilités des différents intervenants sont-t-ils clairement définis et appropriés ?
* Est-ce l'équipe proposée contient suffisamment d'expertise locale pour mener à bien le programme

3.2 Coordonnateur principal

Qualification et compétences

* Diplôme universitaire (minimum Bac + 4 années d’études) dans un des domaines suivants : des sciences sociales, sciences politiques, ou toutes autres disciplines assimilées en lien avec le marché (à justifier) ;
* Expert en coordination avec une solide competence en développement
* Excellente maitrise du français ;
* Maitrise d´anglais serait un atout ;
* Maîtrise des outils informatiques.

Expérience professionnelle générale :

* Minimum 10 ans d’expérience professionnelle sur des questions liées à la coordination des activités liés auxx appuis des PTF/ONG/OSC et/avec une expertise internationale ;
* Expérience d’au moins 2 ans au Mali ou dans la sous-région considérée comme un atout ;
* Minimum 5 ans d’expérience en tant que chef d’équipe ;
* Bonne capacité rédactionnelle.

Expérience professionnelle spécifique

* Minimum 5 ans d’expérience professionnelle dans la gestion de réseaux liés aux acteurs de développement/de la communauté internationale ;
* Avoir une connaissance des stratégies et plans de développement, des ODD, de la coordination et de l’efficacité de l’aide ;
* Au moins une expérience dans l’élaboration d’un programme/d’une stratégie visant le changement social et visant à mobiliser réseau d’acteurs ;
* Avoir des compétences dans les domaines suivants serait un atout :
  + le suivi des stratégies et politiques de développement ;
  + la coordination de l’aide ;
  + le suivi -évaluation des politiques publiques.

**3.3 Expertise en organisation /appui institutionnel**

Qualification et compétences

* Diplôme universitaire (minimum Bac + 4 années d’études) dans un des domaines des sciences sociales, sciences politiques ou toutes autres disciplines assimilées en lien avec le marché (à justifier) ;
* Excellente maitrise du français

Expérience professionnelle générale

* Minimum 3 ans d’expérience professionnelle dans la gestion au niveau du secteur privé et/secteur publique
* Bonne capacité rédactionnelle.

Expérience professionnelle spécifique

* Une expérience dans la mise en œuvre et la gestion des projets ;
* Avoir des compétences dans les domaines suivants serait un atout :
* le suivi des stratégies et politiques de développement ;
* la coordination de l’aide ;
* le suivi -évaluation des politiques publiques.

3.4 Expertise en informatique/ bases de données :

Qualification et compétences :

* Diplôme Ba+3 dans le domaine de l’Informatique, des Technologies de l’Information et de la Communication (TIC) ou tout autre domaine lié aux TIC ;
* Maîtrise du développement et de la gestion des bases de données ;
* Maitrise des outils informatiques ;
* Excellente maitrise du français.

Expérience professionnelle :

* Expérience prouvée d’au moins trois (3) ans dans la planification, la conception, la mise en service, la maintenance ou la gestion de systèmes et services de TIC, acquise dans un organisme public ou privé national ou international ;
* Expérience prouvée d’au moins trois (3) ans dans le développement informatique et une expérience avérée en développement et gestion de plateformes web ;
* Expertise dans le développement de site Web et la gestion de bases de données : expérience confirmée dans le développement d’applications web et maîtrise des outils de travail à utiliser ;
* Expérience dans le développement et la gestion de Cloud, Share web.
* Expérience avec content managements systèmes (CMS), outils pour base de données, programmes et systèmes internet (PHP, SQL), maintenance des serveurs etc.

3.5 Expertise en administration et Finance (m/f)

Qualification et compétences :

* Diplôme universitaire (minimum Bac+2 années d’études) dans un des domaines suivants : gestion, finances, comptabilité ou tout autre domaine en lien avec le marché (à justifier) ;
* Maitrise du français

Expérience professionnelle générale :

- Minimum 5 ans d’expérience professionnelle comme responsable administratif et financer ;

* Maitrise des outils de gestion financière et comptable ;
* Maitrise des outils informatiques.
* Bonne capacité rédactionnelle.

Expérience professionnelle spécifique :

Avoir des compétences dans les domaines suivants :

* Gestion administrative et financière ;
* Gestion des contrats ;
* Gestion des appels d’offres ;
* Elaboration des rapports financiers ;
* Planification et gestion des réunions ;
* Elaboration des comptes rendus ;
* Classement, l’archivage des dossiers.

**3.6 Evaluation du cabinet**

Un contrat annuel sera établi entre le PNUD et le bureau d’études. Le renouvellement de ce contrat est lié à une évaluation indépendante satisfaisante des prestations du bureau d’études. L’évaluation de contrat sera faite sur la base de la grille d’évaluation des cabinets du PNUD, de l’évaluation du Chef de file, des résultats de l’enquête de satisfaction des PTFs et de la bonne gestion des ressources mises à la disposition du Cabinet suivant les rapports d’audits.

La modalité de paiement sera périodique (mensuelle, trimestrielle…) sur la base du rapport d’activité certifié.

La base de l’évaluation portera sur les aspects suivants :

**Organiser la tenue des réunions (retraite annuelle, réunions mensuelles du GEC, réunions des coordonnateurs des GT, réunions de préparation aux réunions conjointes) de concertation des PTF.**

**Niveau technique**

* Elaboration avec satisfaction de toute note (d’analyse, de synthèse, factuelle…) conformément aux orientations à la demande du Chef de File (CdF) PTF, des autres membres de la Troïka et du GEC dans les délais convenus ;
* Elaborer, effectuer et/ou participer à la mise en œuvre et au suivi (bilan à mi-parcours juin et fin d’année décembre) du Programme de Travail annuel du GEC, conformément aux orientations et dans les délais convenus ;
* Niveau et qualité d’appui: un appui technique apporté à la mise en œuvre du mandat du CdF PTF en cohérence avec les orientations et les documents de référence dans les délais convenus : élaboration des fiches de support du CdF pour la conduite, l’animation et le suivi de la mise en œuvre des décisions, courriers, conseils…
* Proposer toute initiative permettant de poursuivre l’amélioration du mécanisme de concertation des PTF ainsi que le fonctionnement des cadres conjoints de dialogue.

**Niveau logistique**

* Disposer d’une proposition au quatrième trimestre d’un calendrier annuel des rencontres de concertation PTF en cohérence avec le Calendrier Harmonisé des Revues, la Lettre circulaire du MEF dans les délais convenus ;
* Prendre les dispositions pour la bonne tenue (cohérence et chronologie de la tenue des rencontres, organisation matérielle) des réunions de concertation conformément au calendrier annuel des rencontres.

**Préparer la participation du GEC aux cadres conjoints de dialogue (Commission Mixte-Mali PTF, Revue CREDD/RBC, Réunion PM-TROIKA, réunions avec les autres familles d’acteurs…)**

* Elaborer et/ou participer à l’élaboration de notes afin d’assurer une participation efficace des PTF aux cadres conjoints de dialogue ;
* Elaborer et/ou participer à l’élaboration de notes faisant l’état de mise en œuvre des décisions issues des cadres conjoints

**Participer à l’animation des structures Partenaires (Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, Secrétariat à l’Harmonisation de l’Aide et SEG)**

* Participer à l’élaboration à la mise en œuvre et au suivi du Programme de Travail annuel des structures colocalisées ;
* Assurer l’interface par la pratique d’une veille active auprès des autres structures du MEF, impliqués dans l’animation des cadres conjoints de dialogue prevus dans le decret N°2018-0623-PM/RM fixant les mecanismes Institutionnels de Pilotage et de suivi-évaluation du Cadre Strategique pour la Relance Economique et le Developpement Durable (CREDD) et des ODD et rapporter auprès du CdF, des autres membres de la TROIKA et du GEC.

**Livrables attendus:**

* 11 fiches de support du CdF PTF, 11 Comptes rendus (CR) des réunions du GEC, nombre de notes alimentant les réunions mensuelles du GEC
* Indéterminé à l’avance, un compte rendu de Retraite annuelle des PTFs, 3-4 fiches de support du CdF PTF dans le cadre de la réunion des coordonnateurs de GT et GD, 3-4 CR des réunions des Coordonnateurs des GT et GD, produits dans un délais de 3 jours ouvrables et validés par la TROIKA et le GEC ;
* Programme de travail du GEC : 1 note d’orientation du Programme de travail du GEC (décembre), le Programme de Travail du GEC (janvier-février), son bilan à mi-parcours (juin) et son bilan en fin d’année (décembre) produits et validés par la TROIKA et le GEC ;
* le Programme de travail du SEG et 4 rapports d’activités trimestrielles (le dernier est bilan annuel) produits et validés par la TROIKA et le GEC ;
* Autres notes demandées par le CdF PTF, la TROIKA et le GEC ne pouvant être quantifiées produites
* Plan de travail des structures partenaires produit.

# Section 6 : Formulaires de soumission / Liste de contrôle

Ce formulaire sert de liste de contrôle pour la préparation de votre proposition. Veuillez remplir les formulaires de soumission conformément aux instructions figurant dans les formulaires et les retourner dans le cadre de votre soumission de proposition. Aucune modification au format des formulaires ne sera autorisée et aucune substitution ne sera acceptée.

Avant de soumettre votre proposition, veuillez-vous assurer de vous conformer aux instructions de soumission de la FT 22.

**Enveloppe de proposition technique :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Avez-vous dûment rempli tous les formulaires de soumission requis ?** |  |
| * Form A : Formulaire de soumission de la proposition technique |  |
| * Form B : Formulaire d’information du soumissionnaire |  |
| * Form C : Formulaire d’information pour les Joint-Venture/Consortium/ Association |  |
| * Form D : Formulaire de qualification |  |
| * Form E : Formulaire de la proposition technique |  |
| * Form H : Formulaire de garantie de soumission |  |
| * [Autres formulaires si nécessaire] |  |
| **Avez-vous fourni les documents requis pour établir la conformité aux critères d'évaluation de la section 4 ?** |  |

**Enveloppe de proposition financière : N/A**

**(Doit être soumis dans une enveloppe scellée séparée/email protégé par mot de passe)**

|  |  |
| --- | --- |
| * Form F : Formulaire de soumission de la proposition financière |  |
| * Form G : Formulaire de proposition financière |  |

## **Form A :** Formulaire de soumission de la proposition technique

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer le nom du soumissionnaire] | Date | Sélectionner la date |
| Référence du RFP : | [Insérer la référence du RFP ] | | |

Nous, les soussignés, proposons de fournir les services pour [insérer le titre des services] conformément à votre demande de proposition no [insérer le numéro de référence de la RFP] et notre proposition. Nous soumettons notre proposition, qui inclut cette proposition technique et notre proposition financière scellée sous une enveloppe séparée.

Nous déclarons par la présente que notre société, ses filiales ou ses employés, y compris les membres de JV/Consortium/Association ou sous-traitants ou fournisseurs pour toute partie du contrat :

1. n'est pas sous l'interdiction de participer aux achats par l'Organisation des Nations Unies, y compris, mais sans s'y limiter, les interdictions issues des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies ;
2. n'ont pas été suspendus, radiés, sanctionnés ou autrement identifiés comme inéligibles par une organisation des Nations Unies ou par le groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale ;
3. n'ont pas de conflit d'intérêts conformément à l'instruction aux soumissionnaires clause 4 ;
4. ne pas employer, ou anticiper l'emploi, toute personne qui est, ou a été membre du personnel de l'ONU au cours de la dernière année, si ledit membre du personnel de l'ONU a ou a eu des relations professionnelles antérieures avec notre entreprise en sa qualité de membre du personnel de l'ONU au cours des trois dernières années de service avec les Nations Unies (conformément aux restrictions des Nations Unies pour l'après-mandat publiées dans la circulaire ST/SGB/2006/15);
5. n'ont pas déclaré faillite, ne sont pas impliqués dans une procédure de faillite ou de mise sous séquestre, et qu’il n'y a pas de jugement ou de poursuite judiciaire en cours contre eux qui pourraient nuire à leurs opérations dans un avenir prévisible ;
6. s'engagent à ne pas se risquer dans des pratiques proscrites, y compris, mais sans s'y limiter, la corruption, la fraude, la coercition, la collusion, l'obstruction ou toute autre pratique contraire à l'éthique, avec l'ONU ou toute autre partie, et à mener des affaires d'une manière qui évite tout financement, des risques opérationnels, de réputation ou autres à l'ONU et que nous adoptons les principes du code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et adhérons aux principes du Pacte mondial des Nations Unies.

Nous déclarons que toutes les informations et déclarations faites dans cette proposition sont vraies et nous acceptons que toute mauvaise interprétation ou fausse déclaration contenue dans cette proposition peut conduire à notre disqualification et/ou sanction par le PNUD.

Nous proposons de fournir des services conformes aux documents d'appel d'offres, y compris les conditions générales de contrat du PNUD et conformément aux termes de référence.

Notre proposition est valable et reste liée pour la période de temps spécifiée dans la fiche technique de soumission.

Nous comprenons et reconnaissons que vous n'êtes pas tenu d'accepter toute proposition que vous recevez.

Je soussigné, certifie que je suis dûment autorisé par [insérer le nom du soumissionnaire] à signer cette proposition et à l’engager si le PNUD accepte cette proposition.

Nom: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Titre: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[*Cachet official du soumissionnaire*]

## **Form B :** Formulaire d’information du soumissionnaire

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom légal du soumissionnaire** | [Compléter] |
| **Adresse légale** | [Compléter] |
| **Année d’enregistrement** | [Compléter] |
| **Information du Représentant Autorisé du soumissionnaire** | Nom et Titre: [Compléter]  Téléphone: [Compléter]  Email : [Compléter] |
| **Etes-vous enregistré comme fournisseur auprès d’UNGM ?** | Oui  Non Si Oui, [insérer le numéro de fournisseur UGNM] |
| **Etes-vous un fournisseur UNDP ?** | Oui  Non Si Oui, [insérer le numéro de fournisseur UNDP ] |
| **Pays d’exploitation** | [Compléter] |
| **No. D’employés à temps plein** | [Compléter] |
| **Certificats d’Assurance Qualité (ex. ISO 9000 ou équivalent) (***Si oui, fournir une copie du certificat valide):* | [Compléter] |
| **Votre compagnie possède-t-elle une certification telle que ISO 14001 relative à l’environnement ? (***Si oui, fournir une copie du certificat valide) :* | [Compléter] |
| **Votre compagnie possède-t-elle une politique environnementale écrite ?** *(Si oui, fournir une copie)* | [Compléter] |
| **Personne de référence que le PNUD peut contacter pour des demandes de clarification lors de l'évaluation des propositions** | Nom et Titre : [Compléter]  Téléphone : [Compléter]  Email : [Compléter] |
| **Veuillez joindre les documents suivants :** | * Profil de l'entreprise, qui ne doit pas dépasser quinze (15) pages, y compris les brochures imprimées et les catalogues de produits pertinents pour les produits/services achetés * Certificat d’enregistrement d'entreprise * Certificat d'enregistrement ou de paiement d'impôt délivré par l'autorité de référence attestant que le soumissionnaire est mis à jour avec ses obligations de paiement d'impôt, ou certificat d'exonération fiscale, si un tel privilège est apprécié par le soumissionnaire * Papiers d'enregistrement de nom commercial, s'il y a lieu * Permis de l'administration nationale d'opérer dans un lieu d'affectation, s'il y a lieu * Lettre officielle de nomination en tant que représentant local, si le prestataire soumet une proposition au nom d'une entité située à l'extérieur du pays * Procuration |

## **Form C :** Formulaire d’information pour les Joint-Venture/Consortium/ Association

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer le nom du soumissionnaire] | Date | Sélectionner la date |
| Référence du RFP : | [Insérer la référence du RFP ] | | |

À remplir et à retourner avec votre proposition si la proposition est présentée en tant que coentreprise/Consortium/Association.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **No** | **Nom du partenaire et coordonnées**  *(Adresse, téléphone, fax, e-mail )* | **Proportion proposée des responsabilités (en%) et du type de services à effectuer** |
| 1 | [Compléter] | [Compléter] |
| 2 | [Compléter] | [Compléter] |
| 3 | [Compléter] | [Compléter] |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du partenaire principal**  (L’autorité de lier le JV, le consortium, l'Association pendant le processus du RFP et, dans le cas où un contrat est adjugé, pendant l'exécution de contrat) | [Compléter] |

Nous avons joint une copie du document ci-dessous signé par chaque partenaire, qui détaille la structure juridique et la confirmation de la responsabilité conjointe et séparable des membres de ladite coentreprise :

Lettre d'intention de former une coentreprise  ***OU***  Accord de JV/Consortium/Association agreement

Nous confirmons par la présente que si le contrat est adjugé, toutes les parties de la coentreprise / Consortium/Association sont solidairement responsables envers le PNUD pour l'accomplissement des dispositions du contrat.

|  |  |
| --- | --- |
| Nom du partenaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Nom du partenaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  |
| Nom du partenaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Nom du partenaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

## **Form D :** Formulaire de qualification

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer le nom du soumissionnaire] | Date | Sélectionner la date |
| Référence du RFP : | [Insérer la référence du RFP ] | | |

S’il s’agit d’une JV/Consortium/Association, à compléter par chaque partenaire.

**Historique des contrats non-performants**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| La non-exécution des contrats n'a pas eu lieu au cours des 3 dernières années | | | |
| Contrat (s) non effectué (s) durant les 3 dernières années | | | |
| **Année** | **Proportion du contrat non exécutée** | **Informations du Contrat** | **Montant total du contrat** (valeur totale en USD $) |
|  |  | Nom du Client :  Adresse du Client :  Raison(s) de non-performance: |  |

**Historique des litiges** (inclus les litiges en cours)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Pas d’historique des litiges depuis 3 ans | | | |
| Historique des litiges | | | |
| **Année du litige** | **Montant concerné** (en US$) | **Informations du Contrat** | **Montant total du contrat** (valeur totale en USD $) |
|  |  | Nom du Client :  Adresse du Client :  Objet du litige :  Partie qui a initié le litige :  Statut du litige :  Partie qui a eu gain de cause si le litige a été résolu : |  |

**Expérience pertinente précédente**

N'énumérez que les affectations précédentes qui ont été exécutées avec succès au cours des 3 dernières années.

Énumérez uniquement les affectations pour lesquelles le soumissionnaire a été légalement contracté ou sous-traité par le client en tant que société ou en étant l'un des partenaires du consortium/JV. Les travaux effectués par les experts individuels du soumissionnaire travaillant en privé ou par l'intermédiaire d'autres entreprises ne peuvent être réclamés comme l'expérience pertinente du soumissionnaire, ou celui des associés ou des sous-consultants du soumissionnaire, mais peuvent être réclamés par les experts eux-mêmes dans leur Cvs. Le soumissionnaire devra être disposé à étayer l'expérience revendiquée en présentant des copies des documents et références pertinents si le PNUD le demande.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du projet et pays d’affectation** | **Nom du client et contact de référence** | **Valeur du contrat** | **Période de l’activité** | **Types d’activités** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

*Les soumissionnaires peuvent également joindre leurs propres fiches de données de projet avec plus de détails pour les affectations ci-dessus.*

  Ci-joints les déclarations de performance satisfaisante des trois principaux clients ou plus..

**Etat financier**

|  |  |
| --- | --- |
| **Chiffre d'affaires annuel pour les 3 dernières années** | Année       USD  Année       USD  Année       USD |
| **Dernière note de crédit (le cas échéant), indiquez la source** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Information financière**  (en US$ equivalent) | **Information pour les 3 dernières années** | | |
|  | Année 1 | Année 2 | Année 3 |
|  | *Informations du bilan* | | |
| Total Actifs (TA) |  |  |  |
| Total Passifs (TL) |  |  |  |
| Actifs actuels (CA) |  |  |  |
| Passifs actuels (CL) |  |  |  |
|  | *Information tirée de l’état des résultats* | | |
| Total / Recettes brutes (TR) |  |  |  |
| Profits avant Taxes (PBT) |  |  |  |
| Profit Net |  |  |  |
| Ratio actuel |  |  |  |

 Ci-jointes des copies des États financiers vérifiés (bilans, y compris toutes les notes connexes et comptes de résultat) pour les années requises ci-dessus, conformément aux conditions suivantes :

* Doit refléter la situation financière du soumissionnaire ou de la partie à une JV, et non des sociétés sœurs ou mères ;
* Les états financiers historiques doivent être vérifiés par un comptable public accrédité ;
* Les États financiers historiques doivent correspondre aux périodes comptables déjà remplies et vérifiées. Aucune déclaration pour les périodes partielles n'est acceptée.

## **Form E :** Formulaire de la proposition technique

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer le nom du soumissionnaire] | Date | Sélectionner la date |
| Référence du RFP : | [Insérer la référence du RFP ] | | |

La proposition du soumissionnaire devra être organisée pour suivre ce format de proposition technique. Lorsque le soumissionnaire est soumis à une exigence ou demande d'utiliser une approche spécifique, le soumissionnaire doit non seulement énoncer son acceptation, mais aussi décrire comment il entend se conformer aux exigences. Lorsqu'une réponse descriptive est demandée, l'omission de fournir cette dernière sera considérée comme non réactive.

**SECTION 1 : Qualification, capacité et expertise du soumissionnaire**

* 1. Brève description de l'organisation, y compris l'année et le pays d’enregistrement, et les types d'activités entreprises.
  2. Capacité organisationnelle générale susceptible d'influer sur la mise en œuvre : structure de gestion, stabilité financière et capacité de financement de projets, contrôles de gestion de projet, mesure dans laquelle tout travail serait sous-traité (dans l'affirmative, fournir des précisions).
  3. Pertinence des connaissances et de l'expérience spécialisées sur les engagements similaires réalisés dans la région/le pays.
  4. Procédures d'assurance de la qualité et mesures d'atténuation des risques.
  5. L'engagement de l'organisation envers la durabilité.

**SECTION 2 : Méthodologie, approche et plan de mise en œuvre proposés**

Cette section devra démontrer la réceptivité du soumissionnaire au TDR en identifiant les éléments spécifiques proposés, en répondant aux exigences, en fournissant une description détaillée des caractéristiques de performance essentielles proposées et en démontrant comment l'approche et la méthodologie proposées satisfont ou dépassent les exigences. Tous les aspects importants doivent être abordés avec suffisamment de détails et les différentes composantes du projet doivent être pondérées de manière adéquate par rapport à l'autre.

Une description détaillée de l'approche et de la méthodologie proposée pour atteindre les objectifs du projet, en gardant à l'esprit la pertinence des conditions locales et de l'environnement du projet. Préciser comment les différents éléments de service doivent être organisés, contrôlés et livrés.

La méthodologie doit également comporter des détails sur les mécanismes internes d'examen technique et d'assurance de la qualité du soumissionnaire.

Expliquez si un travail serait sous-traité, à qui, combien de pourcentage du travail, la justification, et les rôles des sous-traitants proposés et comment chacun fonctionnera en tant qu'équipe.

Description des mécanismes et des outils de suivi et d'évaluation des performances existants ; comment ils seront adoptés et utilisés pour une exigence spécifique

Plan de mise en œuvre comprenant un diagramme de Gantt ou un calendrier de projet indiquant la séquence détaillée des activités qui seront entreprises et leur calendrier correspondant.

Démontrez comment vous prévoyez d'intégrer des mesures de durabilité dans l'exécution du contrat. Tout autre commentaire ou information concernant l'approche et la méthodologie du projet qui seront adoptées.

**SECTION 2A : Commentaires et suggestions du soumissionnaire sur les termes de référence**

Fournir des commentaires et des suggestions sur le cadre de référence, ou des services supplémentaires qui seront rendus au-delà des exigences du TDR, le cas échéant.

**SECTION 3 : Structure de gestion et personnel clé**

* 1. Décrire l'approche globale de gestion de la planification et de la mise en œuvre du projet. Inclure un organigramme pour la gestion du projet décrivant la relation entre les postes clés et les désignations. Fournir une feuille de calcul pour montrer les activités de chaque personnel et le temps alloué à son implication.
  2. Fournir des CV pour le personnel clé qui sera proposé pour soutenir la mise en œuvre de ce projet en utilisant le format ci-dessous. Les cvs devront démontrer des qualifications dans des domaines pertinents à la portée des services.

**Format de CV du personnel clé proposé**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de la personne | [Insérer] |
| Position retenue pour cette mission | [Insérer] |
| Nationalité | [Insérer] |
| Qualifications linguistiques | [Insérer] |
| Education/ Qualifications | *[Résumer les études supérieures/universitaires et autres formations spécialisées des membres du personnel, en donnant les noms des écoles, les dates auxquelles ils sont présents et les diplômes/qualifications obtenus.]* |
| [Insérer] |
| Certifications professionnelles | *[Fournir des détails sur les certifications professionnelles relatives à la portée des services]* |
| * Nom de l’institution : [Insérer] * Date de certification : [Insérer] |
| Historique des emplois / Expérience | *[Énumérer tous les postes occupés par le personnel (en commençant par le poste actuel, la liste dans l'ordre inverse), donner les dates, le nom de l'organisation qui emploie, le titre du poste détenu et le lieu de l'emploi. Pour l'expérience des cinq dernières années, précisez le type d'activités exécutées, le degré de responsabilité, l'emplacement des affectations et toute autre information ou expérience professionnelle jugée pertinente pour cette affectation.]* |
| [Insérer] |
| Références | *[Fournir des noms, des adresses, des coordonnées de téléphone et de courriel pour deux (2) références]* |
| Référence 1:  [Insérer]  Référence 2:  [Insérer] |

Je soussigné, certifie que, au mieux de mes connaissances et de mes convictions, ces données décrivent correctement mes qualifications, mes expériences et d'autres informations pertinentes sur moi-même.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature de la personne Date (D/M/Y)

## **Form F :** Formulaire de soumission de proposition financière

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer le nom du soumissionnaire] | Date | Sélectionner la date |
| Référence du RFP : | [Insérer la référence du RFP ] | | |

Nous, les soussignés, proposons de fournir les services pour [insérer le titre des services] conformément à votre demande de proposition N° [insérer le numéro de référence de la RFP] et notre proposition. Nous soumettons notre proposition, qui inclut cette proposition technique et notre proposition financière scellée sous une enveloppe séparée. Notre proposition financière ci-jointe est d’un montant de [insérer le montant en lettres et en chiffres]. Notre proposition est valide et reste liée pour la période de temps spécifiée dans la fiche de soumission. Nous comprenons que vous n'êtes pas tenu d'accepter toute proposition que vous recevez.

Nom: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Titre: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[*Cachet officiel du soumissionnaire*]

## **Form G :** Formulaire de proposition financière

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer le nom du soumissionnaire] | Date | Sélectionner la date |
| Référence du RFP : | [Insérer la référence du RFP ] | | |

Le soumissionnaire est tenu de préparer la proposition financière suivant le format ci-dessous et de le soumettre dans une enveloppe distincte de la proposition technique indiquée dans l'instruction aux soumissionnaires. Toute information financière fournie dans la proposition technique conduira à l'exclusion du soumissionnaire.

La proposition financière doit correspondre aux exigences du mandat et de la proposition technique du soumissionnaire.

Le soumissoinnaire doit fournir une évalaution détaillée du budget pour une année

**Devise monétaire de la proposition : USD**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubrique** | | **Unité** | **Coût Unitaire** | **Qté** | **Montant total en dollars US par an** |  |
| **1. Fonctionnement** | | | | | | |
| **1.1** | **Fonctionnement courant** |  |  |  |  |  |
|  | Fournitures de bureau | mois |  |  |  |  |
|  | Frais de photocopies |  |  |  |  |  |
|  | Maintenance Informatique |  |  |  |  |  |
|  | Maintenance véhicules et carburant |  |  |  |  |  |
| **2.2** | **Personnel** |  |  |  |  |  |
|  | Expertise en développement | mois |  |  |  |  |
|  | Expertise en organisation / appui institutionnel | mois |  |  |  |  |
|  | Expertise en informatique / base de données | mois |  |  |  |  |
|  | Expertise en administration et finance | mois |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL Fonctionnement** | |  |  |  |  |  |
| **3. Administration de gestion** | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **3.3** | **Communication** |  |  |  |  |  |
|  | Abonnement Internet | mois |  |  |  |  |
|  | Frais de communication du personnel | trim |  |  |  |  |
|  | Abonnement téléphone | An |  |  |  |  |
|  | Hébergement site Internet et maintenance | An |  |  |  |  |
| **TOTAL Activités** | |  |  |  |  |  |
| **Autres** | |  |  |  |  |  |
| **SOUSTOTAL (1+2+m)** | |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL BUDGET GLOBAL** | |  |  |  |  |  |

**Prière noter que les équipements informatiques, mobiliers de bureau, 2 véhicules et les locaux seront fournis par le PNUD et les Partenaires ??????**

## **Form H:** Formulaire de garantie de soumission

N/A

La garantie de soumission doit être émise à l'aide de l'en-tête officiel de la banque émettrice. Sauf pour les champs indiqués, aucune modification ne peut être apportée à ce modèle.

Au : PNUD

*[Insérer les coordonnées fournies dans la fiche technique]*

Attendu que [Nom et adresse du soumissionnaire] (ici dénommé « le soumissionnaire ») a présenté au PNUD une proposition datée du Cliquez ici pour entrer une date. pour exécuter les services de [Insérer le titre des services] (ci-après dénommé “la proposition”) :

Et attendu qu'il a été stipulé par le PNUD que le soumissionnaire devra vous fournir une garantie bancaire par une banque reconnue pour la somme qui y est indiquée comme garantie au cas où le soumissionnaire :

1. Ne signe pas le contrat après que le PNUD l’ait octroyé ; French translation.
2. Retire sa proposition après la date d'ouverture des propositions ;
3. Omet de se conformer à la modification des exigences du PNUD, selon les instructions de la RFP ; ou
4. Omet de fournir des garanties d’exécution et/ou de bonne fin, des assurances ou d'autres documents que le PNUD pourrait exiger comme condition pour rendre le contrat effectif.

Et ATTENDU que nous avons convenu de donner au soumissionnaire une telle garantie bancaire :

Par conséquent, nous affirmons par la présente que nous sommes le garant et responsable auprès du PNUD, au nom du soumissionnaire, jusqu'à un montant total de [montant de garantie] [en mots et en chiffres], cette somme étant payable dans les types et proportions de devises dans lesquelles la proposition de prix est payable , et nous nous engageons à vous payer, sur votre première demande écrite et sans contester ou argumenter, toute somme requise dans les limites de [montant de garantie comme susdit] sans que vous ayez besoin de prouver ou de montrer des motifs ou des raisons de votre demande pour la somme qui y est spécifiée.

Cette garantie est valable jusqu'à 30 jours après la date de validité finale des soumissions.

**SIGNATURE ET CACHET DE LA BANQUE EMETTRICE**

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Titre: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom de la banque \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[Cachet officiel de la Banque]*

1. Non-performance, as decided by UNDP, shall include all contracts where (a) non-performance was not challenged by the contractor, including through referral to the dispute resolution mechanism under the respective contract, and (b) contracts that were so challenged but fully settled against the contractor. Non-performance shall not include contracts where Employers decision was overruled by the dispute resolution mechanism. Non-performance must be based on all information on fully settled disputes or litigation, i.e. dispute or litigation that has been resolved in accordance with the dispute resolution mechanism under the respective contract and where all appeal instances available to the Bidder have been exhausted. [↑](#footnote-ref-1)